

Un crédit pour les soins intensifs

CHUV ► Le Conseil d'Etat vaudois veut accorder 1,5 million de francs supplémentaires au CHUV en 2022 pour lui permettre d'ouvrir sept lits en soins intensifs. Objectif: pouvoir absorber un éventuel afflux de patients Covid à partir de l'automne.

Ce crédit supplémentaire, qui doit encore être validé par la commission des finances du Grand Conseil, financera le dispositif d'octobre à décembre prochain. «La somme allouée est entièrement destinée à l'engagement de personnel spécialisé: les infrastructures (lits, équipements, locaux) existent déjà et sont suffisantes», a indiqué vendredi l'Etat de Vaud dans un communiqué.

ATS

Débâcle de Beaulieu analysée

Lausanne ► L'argent du canton a été utilisé correctement, mais la gouvernance est restée floue.

La Commission de gestion du Grand Conseil a rendu vendredi son rapport sur la débâcle de la Fondation de Beaulieu (FdB). Elle conclut que l'argent du canton, près de 70 millions de francs, a été correctement utilisé. Elle souligne en revanche une gouvernance floue.

«A notre connaissance, il n'y a eu ni scandale ni malversations sur l'argent cantonal», explique Monique Ryf, présidente de la Commission de gestion (Coges). Les deux crédits de 30 millions (1999) et 36,8 millions (2009) de francs ont été «utilisés à ce pour quoi

ils étaient destinés» s'agissant de Beaulieu, site historique de foires et congrès de Lausanne, affirme-t-elle.

Le travail d'investigation de la Coges fait suite au refus par les députés de mettre sur pied une Commission d'enquête parlementaire (CEP) en septembre 2020. Le mandat de la Coges ne concerne que l'utilisation des crédits cantonaux dans cette affaire.

Après le remboursement des dettes, la FdB n'a pas trouvé ensuite «la capacité de financer les nouveaux investissements nécessaires», note le rapport. Quant aux 36,8 millions, ils «s'inscrivaient dans une stratégie d'investissements de 100 millions, non concrétisée, qui prévoyait aussi la réno-

vation des Halles nord et des travaux d'entretien lourds du bâtiment principal», ajoute-t-il.

La vétusté du site et l'ampleur des travaux ont en outre aussi été sous-évaluées. La Coges s'étonne d'ailleurs de l'absence d'état des lieux des bâtiments au moment du rachat à la Société coopérative de Beaulieu par la FdB qui lui a succédé.

Au final, le rapport pointe du doigt une «gouvernance floue» et clairement «perfectible». La vision stratégique pour Beaulieu reposait sur un modèle d'affaires «très positif et trop optimiste» s'agissant de la tenue de foires, de congrès, de manifestations et d'expositions, «alors tous les signes conjoncturels montraient un déclin de la fréquentation», relève M^{me} Ryf. **ATS**

GLAND

LA TOUR PLÉBISCITÉE

Swissquote pourra construire une tour de 60 mètres à Gland. Les citoyens de la commune ont largement accepté hier à 57,5% la modification du Plan d'affectation communal «Les Crétaux» qui permet à la banque en ligne de poursuivre son développement. **ATS**

MORGES

CONSERVATOIRE INAUGURÉ

Le nouveau Conservatoire de l'Ouest vaudois (COV) a été officiellement inauguré vendredi à Morges, sur le site de Beausobre. L'ancien bâtiment de 950 m² a été rénové et un autre de 450 m² a été construit, accueillant notamment un auditoire. **ATS**

Pas d'impôt climatique

Morges ► Les citoyens morgiens ont tranché dimanche sur leur fiscalité 2022: ils ont refusé la hausse d'un point d'impôt destinée à financer exclusivement la stratégie énergétique de la ville, une augmentation combattue par référendum.

Le non l'a emporté par 2694 voix, contre 1823 oui, selon le procès-verbal diffusé hier par la commune.

Emmenés par les Verts, les partisans de la hausse voulaient en affecter le fruit, soit environ 885 000 francs, au climat et à la transition énergétique, évoquant le prix d'un café par mois par citoyen. Le PLR, l'UDC ainsi que l'Entente Morgienne avait alors lancé un référendum qui avait récolté 2195 signatures. **ATS**

Après «la tornade» vécue par le social durant la pandémie, l'Observatoire des précarités se met en place

Pérenniser l'aide aux plus démunis

RAPHAËL BESSON

Aide sociale ► Certaines images ont symbolisé la pandémie de Covid-19. Les files de personnes cherchant de l'aide alimentaire en Suisse, pays parmi les plus riches au monde, sont encore dans les mémoires. Pour beaucoup apparaissait alors au grand jour une réalité jamais vraiment admise. Une expression est souvent revenue: «ceux qui passent sous le radar» de l'aide institutionnelle.

Cette crise a poussé le monde de l'aide sociale à se mobiliser comme jamais, en sortant des canaux habituels. Elle a incité à demander un radar plus perfectionné, qui puisse repérer et répertorier les personnes qui n'apparaissent pas sur l'écran. Fin 2020, la mise sur pied d'un Observatoire de la précarité était réclamée notamment par Caritas Vaud et le Centre social protestant (CSP). «Près de 80% des gens que nous avons aidés étaient des inconnus, des personnes qui n'avaient jamais sollicité de soutien», relevait Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas.

Chercheuses engagées

Jeudi soir à Lausanne, le projet était officiellement lancé, avec comme appellation «l'Observatoire des précarités». Parfois, il faut 50 ans pour aboutir comme pour l'assurance-maternité, parfois c'est rapide, a reconnu Fabrice Ghelfi, patron de la Direction générale de la cohésion sociale. Aujourd'hui, l'observatoire a pu engager deux chercheuses, Aline Duvoisin et Maude Reitz, placées sous la houlette d'Emilie Rosenstein, professeure à la Haute Ecole de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) et responsable de la nouvelle structure.

«Nous fêtons ce lancement, j'insiste sur cette formulation, a expliqué la responsable. Je pense à toute l'énergie qui a porté cet observatoire. Il y a eu une dynamique assez incroyable.» Elle a dit espérer que «l'observatoire saura incarner sur le long terme cette créativité initiale».

La nouvelle entité a trois missions. Elle doit documenter les phénomènes de précarité afin de pouvoir agir en amont, elle doit dialoguer et incarner un lieu de rencontre pour pérenniser cet esprit de co-construction qui a marqué le social ces deux dernières années. Emilie Rosenstein a ainsi annoncé des Assises de la précarité d'ici un à deux ans. Enfin, l'observatoire entend accompagner tant les travailleurs sociaux que les étudiants en matière de formation.



«Il y a eu une dynamique assez incroyable»

Emilie Rosenstein

«Nous vivons une séquence historique où de nouvelles réalités sociales émergent. La précarité révélée par la pandémie a marqué les esprits, elle a montré de profondes inégalités, une détresse brutale jusque-là invisible», a relevé la conseillère d'Etat Cesla Amarelle, dont le département finance le projet.

A ses yeux, l'observatoire doit permettre de comprendre et d'analyser au mieux les causes et les conséquences de la pauvreté, qui touche une personne sur six en Suisse. «Au-delà des émotions, les autorités politiques ont besoin d'analyse pour mener une véritable politique de lutte contre la pauvreté et les précarités. Vous avez beaucoup de pain sur la planche», a-t-elle lancé sous les applaudissements



Une «armoire aux couvertures» à Lausanne: les actions pour les plus pauvres se multiplient.

KEYSTONE-ARCHIVES

Après trois brèves conférences, une table ronde a donné l'occasion à divers responsables de s'exprimer, aussi sur l'avenir de l'aide sociale et le rôle de l'observatoire.

Durcissements

Maître d'enseignement (HES – HETSL) et municipale POP à Renens, Karine Clerc a rappelé toute la dimension politique du débat. En 2019, la nouvelle loi sur les étrangers a introduit des durcissements, notamment le fait que ceux qui demandent de l'aide sociale peuvent se voir refuser le renouvellement de leur permis de séjour. «Ce que je crains, et nous le constatons dans les villes, c'est qu'une partie de cette population qui ne peut plus solliciter l'aide publique et ne demande plus rien, explique en partie la réduction des chiffres de l'aide sociale.»

«J'ai l'impression qu'il y a une espèce de transfert de charges sur les collectivités locales construit par une politique fédérale», a poursuivi l'élue de Renens. «Je trouve que c'est un impensé de la politique. Moi, ma mission politique, c'est de m'occuper des gens qui sont là, de leur permettre de vivre décemment. Pour l'instant, on fait un peu de bricolage.»

Aide sociale relocalisée?

Karine Clerc s'est demandé si l'on était en train de relocaliser l'aide sociale, en constatant l'immense décalage entre les politiques fédérales et les réalités des villes. «Il faut que les villes réinventent des systèmes sociaux localisés. Voilà un joli travail pour l'Observatoire des précarités, afin de comprendre qui sont ces personnes, quels sont leurs profils, leurs parcours, et pour comprendre ces nouvelles politiques qui se bricolent un peu aux quatre coins du pays», a conclu la municipale de Renens, chargée de la cohésion sociale.

Avec son observatoire, Vaud n'est pas seul. L'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) met en place un monitoring national de la pauvreté. Genève réfléchit aussi à un observatoire de la précarité. **I**